

avec les fournisseurs. Des cassettes audio-visuelles en espagnol sont également des instruments de promotion très utiles.

La publicité dans les journaux est la méthode la plus couramment utilisée; plus de 60 quotidiens sont publiés à Buenos Aires dont 20 diffusés à l'échelle nationale. La publicité télévisée et radiophonique est également très efficace mais elle s'adresse en général au marché de Buenos Aires. Il y a 30 stations commerciales de télévision et 150 postes de radio. Les magasins commerciaux spécialisés constituent également un mode de publicité important.

## Cotation de prix

Les échanges internationaux se font généralement en dollars américains. Toutes les valeurs doivent être clairement cotées sur une base franco de bord (f.o.b.), c.f., c.a. ou c.a.f; en outre, toutes les factures doivent indiquer la valeur franco de bord au port d'expédition. Tous les frais doivent être clairement détaillés.

## Conditions et modes de paiement habituels

La plupart des importations sont assujetties à des conditions de financement minimales d'au moins 180 jours, calculés à partir de la date d'expédition. Des conditions de financement minimales s'appliquent aux importations de biens d'immobilisation dépassant 50 000 \$ US.

En ce qui concerne les importations des entreprises privées, toutes les marchandises, à l'exception des biens d'immobilisation, ne peuvent être payées que par lettre de crédit d'une durée de 180 jours, intérêts compris. Dans le cas d'importations de biens d'immobilisation, 5 % de la valeur des biens peut être payé au moment de passer la commande et 10 % à la présentation des documents d'expédition, à condition que cette somme soit inférieure à 50 000 \$ US. Au-delà de cette somme, les conditions de paiement minimales s'établissent comme suit :

<b>Paiements</b>	<b>Termes</b>
50 000 à 250 000 \$ US	1 an
250 000 à 500 000 \$ US	2 ans
500 000 à 1 000 000 \$ US	3 ans
1 000 000 à 1 500 000 \$ US	4 ans
1 500 000 à 2 000 000 \$ US	5 ans

Pour les commandes dont la valeur dépasse 2 000 000 \$ US, il y a lieu de consulter la Banque centrale.